



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

25/04/2024

Entre génocide et répression, notamment en France, Défendre encore et toujours les Palestiniens

Survivre à Gaza

Rafah est bombardée quotidiennement. Et, les Palestiniens qui ont pu retourner à Khan Younès, après le départ de l'armée d'occupation, découvrent jour après jour un monceau d'horreurs, comme près de 400 cadavres enfouis dans le sol à proximité de l'hôpital al-Nasser. L'ONU a émis une protestation en bonne et due forme et réclame une enquête indépendante.

Mais l'armée sioniste continue de tuer impunément et d'empêcher les camions de ravitaillement d'entrer dans la Bande ou d'arriver jusqu'au nord, ou alors, ils les vident pratiquement avant de les laisser entrer. La situation de la santé est toujours la même : des gens meurent d'infection ou de septicémie faute de soins, d'autres meurent de faim. Et tout cela n'émeut pas grand monde dans le monde « journalistique » en France et dans les pays impérialistes en général.

Heureusement, il existe de vrais journalistes, y compris en Israël. La journaliste israélienne Amira Hass a écrit dans Haaretz, le 10 avril dernier un long article sur le bilan de la guerre et les conditions de survie à Gaza.

Elle commence ainsi : *« En raison des limites de l'imagination humaine (par opposition à l'imagination des auteurs de guerre et des fabricants d'armes) et en l'absence d'un tout autre dictionnaire, il n'y a pas de véritable moyen de décrire la destruction et les pertes subies à Gaza, après six mois de guerre. »*

Ensuite, elle évoque les enfants pris de tremblements ou de sanglots. A la lecture de son article, on apprend qu'à la fin du mois de janvier, l'UNICEF a comptabilisé 17.000 enfants errant dans la Bande de Gaza sans être accompagné d'un adulte. Il faut y ajouter les 14.000 enfants morts et le nombre non comptabilisé de celles et ceux qui ont perdu des membres, souffrent de brûlures et de troubles post-traumatiques.

On y apprend aussi que les Palestiniens de Gaza représentent désormais 80 % de toutes les personnes confrontées à la famine ou à la faim sévère dans le monde.

Cet extrait, également, est significatif : *« A la fin du mois de janvier 2024, les destructions matérielles dans la Bande de Gaza étaient estimées à environ 18,5 milliards de dollars. C'est le coût de 50 avions de combat que l'administration Biden veut vendre à Israël. »*

Pour les dirigeants de notre État et les véhicules de l'idéologie dominante que sont les *media*, tout cela est une série de non-événements. Au mieux, ils les taisent, au pire ils nous expliquent que c'est la faute des « terroristes du Hamas ».

Les impérialistes soutiennent plus que jamais Israël

L'un des exercices auxquels ces mêmes *media* se livrent depuis plusieurs semaines, c'est celui qui consiste à dire que Biden et Netanyahu sont fâchés, en occultant l'aide fournie à l'État génocidaire en armes et munitions, qui loin de s'arrêter ou même de ralentir, se poursuit plus que jamais.

L'Autorité Palestinienne a récemment décidé d'exiger officiellement qu'on lui accorde le titre de membre titulaire de l'ONU. Biden Et les autres chefs d'État impérialistes occidentaux avaient, depuis belle lurette renoncé à la soi-disant « solution à deux États » pour lui préférer celle de la normalisation. Biden, à son retour à la Maison Blanche en tant que président, a cherché avant tout un succès politique facile au Moyen-Orient en s'efforçant d'amener le royaume saoudien à monter dans le train de la « normalisation avec Israël », que son prédécesseur, Donald Trump, avait engagé sur une nouvelle voie avec les Accords d'Abraham conclus avec la complicité des

Émirats arabes unis. Seulement, depuis le 7 octobre 2023, le *volcan palestinien* s'est réveillé, avec l'opération lancée par les combattants palestiniens et la guerre d'anéantissement menée par Israël qui s'en est suivie, sans précédent en folie et intensité de destruction depuis au moins un demi-siècle, non seulement au Moyen-Orient mais dans le monde entier. La « *solution* » (qui est en réalité une liquidation) est donc revenue sur la table, et le président américain a appelé à la « revitalisation » de l'Autorité Palestinienne de Ramallah.

La Grande-Bretagne avait annoncé sa disposition à envisager de reconnaître « *l'État* » de l'AP, tandis que d'autres pays européens, dont l'Espagne suivie par la France, ont commencé à se préparer à une reconnaissance similaire. Il convient de noter que le même gouvernement britannique qui exprime sa disposition à cette reconnaissance, rejette l'appel lancé par des experts juridiques britanniques officiels et non officiels à cesser de fournir des armes à l'État d'Israël, et continue donc de partager la responsabilité d'une guerre qui viole les règles les plus fondamentales de ce droit en matière de conduite des guerres.

Reconnaître un tel État ne mangeait pas de pain, y compris pour l'impérialisme dominant. Quelle valeur accorder, en effet, à un État fondé sur des territoires fragmentés sous le contrôle total de l'État sioniste, de telle sorte que sa prétendue souveraineté serait d'un type qui lui ferait envier les bantoustans créés dans le passé par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ? Et pourtant, l'administration US a choisi de s'opposer à la demande de l'Autorité palestinienne.

La justification du veto US est qu'une telle reconnaissance ne « *regarde pas l'ONU* », mais doit résulter « *de négociations entre les Israéliens et les Palestiniens* ». On mesure tout le mépris pour ce qui est censé être la réunion des nations du monde et combien, pour les dirigeants US, quels qu'ils soient, Israël est le seul à pouvoir décider. Rien ne peut mieux nous éclairer sur la réalité de la pensée des dirigeants US (et de leurs alliés) sur la mise en œuvre de la fausse solution à deux États et surtout sur l'état réel de leurs liens avec Israël.

On en a vu la confirmation avec le vote de 13 milliards supplémentaire d'aide militaire à Israël, décidé par le Congrès et voté par le Sénat. Quand il s'agit de défendre leur « *prolongement organique* », Républicains et Démocrates arrivent sans problème à se mettre d'accord.

En France, une vague de répression accentuée

La répression contre toute dénonciation du rôle colonial ou génocidaire d'Israël a pris, en France, une tournure inédite.

La notion d'apologie du terrorisme est largement utilisée notamment par des plaintes venues d'organisations sionistes, au premier rang desquelles l'Organisation Juive Européenne, à l'origine, seule ou accompagnée de plus de 80 % des plaintes. C'est une émanation du Betar, les fascistes sionistes.

Le délit « *d'apologie du terrorisme* » a ceci de flou que l'article 421-2-5 du code pénal et la loi 2014-1353 du 13 novembre 2014 ne définissent à aucun moment la notion de « *terrorisme* ». Au moment du vote du projet de loi, initié par la gauche, PS et alliés, alors au pouvoir autour de François Hollande, de timides protestations se sont fait entendre, donnant lieu à des votes contre. Le groupe CRC, au Sénat, avait en particulier évoqué « *toutes celles et tous ceux qui, dans l'histoire, furent qualifiés de terroristes avant d'être encensés, une fois morts bien sûr.* » et dénoncé « *des listes officielles d'organisations terroristes dressées par l'Union européenne et les États-Unis qui amalgament d'authentiques groupes terroristes et des mouvements politiques en lutte contre des régimes autoritaires ou dictatoriaux* ». Outre que les fameux régimes autoritaires et dictatoriaux ne sont pas plus définis que le terrorisme lui-même, cette intervention, qui fut probablement la plus opposée au texte, ne dénonce pas un délit d'opinion.

Or, ce délit ainsi fabriqué est une des nombreuses mesures de privation des libertés individuelles et collectives, prises, au travers d'états d'urgence, depuis une décennie. C'est un vrai délit d'opinion. C'est donc bien l'interprétation des juges qui est centrale et qui explique les condamnations déjà décidées contre un conseiller municipal ex-socialiste d'Echirolles (viré du PS et démis de son mandat d'adjoint par le maire PCF pour cette occasion) à 4 mois de prison avec sursis et d'un militant anticolonialiste montpelliérain, Abdel et du secrétaire général de l'UD-CGT du Nord, Jean-Paul Delescaut, tous les deux à un an de prison avec sursis. Il est certain que la Garde des sceaux a donné des consignes afin que les plaintes soient déclarées recevables, une telle coïncidence n'est pas explicable autrement.

Ce qui est visé, par les fascistes sionistes et l'État capitaliste de Macron, c'est le discours différent, sur cette question essentielle de la Palestine. Il n'est pas interdit de parler de la Palestine, de se prononcer pour la paix, mais il est interdit de dire que le sionisme est un projet colonial, que l'État colonial d'Israël est le seul et unique responsable de tout ce qui s'est passé depuis 1948. Il est même interdit de s'approcher de ce discours, ce qui est reproché aux militantes de LFI Rima Hassan ou Mathilde Panot.

Macron et son appareil répriment d'abord parce qu'ils ont peur de la protestation populaire, telle qu'elle existe aux USA, au Royaume Unie, en Italie ou même, sévèrement réprimée, en Allemagne, mais peine à être ample en France. Mais ils répriment aussi parce que, justement, depuis des années, ils utilisent la peur pour gouverner.

Ils ne nous feront pas taire. Le Parti Révolutionnaire Communistes combat cette censure et cette répression, dénonce, jour après jour, l'État colonial d'Israël et l'idéologie sionistes, le génocide en cours. Il est et sera aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui sont victimes de cette répression.

Etudiants et universitaires des USA vent debout contre le génocide

L'université de Columbia est aujourd'hui un symbole aux USA. Après l'audition de la présidente de l'université devant le Congrès le 17 avril, soupçonnée « *d'antisémitisme* », lire « *de sympathie avec la cause palestinienne* », une majorité d'étudiants, notamment des juifs antisionistes ont voulu occuper pacifiquement l'université afin de peser encore plus pour que cesse le partenariat avec les universités sionistes d'Israël.

Les policiers occupent désormais le campus, filtrent les étudiants, ont arrêté des sympathisants de la cause palestinienne. La direction de l'université a suspendu les cours en présentiel, la majorité des professeurs protestent contre cette intrusion de la police décidée par le maire de New York, le démocrate Eric Adams.

A Columbia comme dans d'autres universités des USA, les étudiants et les enseignants dénoncent le génocide, exigent l'arrêt des livraisons d'armes et la fin des relations avec les universités de l'État colonial. Les mêmes protestations, sous des formes diverses, ont lieu à Rome ou à Sidney.

La mobilisation contre le génocide en cours s'amplifie partout dans le monde, notamment dans les milieux universitaires, malgré les tentatives des sionistes et des impérialistes de brandir le drapeau de l'antisémitisme.

En conclusion

La question palestinienne, la lutte de libération nationale de son peuple doivent rester la préoccupation majeure des peuples et des travailleurs du monde.

Dans ces conditions, s'il est urgent et fondamental de réclamer un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, ou encore le retrait total des forces d'occupation de l'enclave, cela ne saurait suffire.

C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes soutient les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.